

Asile : remédier aux dérives d'une politique de plus en plus coûteuse

9.7.2026 - | Sénat

Combien coûte réellement le droit d'asile pour nos finances publiques ? La commission des finances a établi une estimation consolidée des dépenses liées à l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui avoisinent près de 2 milliards d'euros en 2025, sans tenir compte des dépenses d'aide sociale ou de santé.

Le rapporteur spécial, Marie-Carole Ciuntu, met en lumière une réalité préoccupante : **les dépenses d'asile ont augmenté plus rapidement que le volume des demandes d'asile**, alors même qu'elles demeurent à un niveau historiquement élevé, de l'ordre de 145 000 demandes en 2025. En l'espace de dix ans, les demandes d'asile enregistrées sur notre territoire ont quasiment doublé et plus d'un demandeur d'asile sur deux obtient une protection en France. **L'asile, qui devait être réservé à un contexte de persécution particulier, tend à devenir une voie d'immigration banale**, surplombant même l'immigration économique.

L'après-demande est le grand angle mort de la politique d'asile. **5 %, c'est le nombre de personnes déboutées du droit d'asile qui sont effectivement éloignées du territoire français**. C'est aussi la part consacrée à l'intégration dans les dépenses d'asile, qui demeure le parent pauvre de cette politique, **incapable d'intégrer en particulier les femmes**.

Face à cette transformation profonde de l'asile en France, le rapporteur spécial formule **huit recommandations visant principalement à réduire la durée d'instruction des demandes d'asile**. Le coût mensuel d'un mois de procédure supplémentaire est estimé à 94 millions d'euros pour le budget de l'État, qui pourraient être réorientés vers l'intégration. La réduction de la durée de la validité des titres de séjour des personnes protégées, le réexamen plus régulier du bien-fondé des protections accordées, ainsi que l'amélioration du suivi des obligations de quitter le territoire français sont aussi préconisés.

<https://www.senat.fr/salle-de-presse/communiqués-de-presse/presse/09-07-2026/asile-remedier-aux-derives-dune-politique-de-plus-en-plus-couteuse.html>